

Le Rwanda prêt à accueillir des réfugiés actuellement détenus en Libye

PANA, 10 septembre 2019 Le Rwanda et l'UA signent un protocole d'accord pour l'accueil des réfugiés et demandeurs d'asile bloqués en Libye Kigali, Rwanda - Le Rwanda vient de signer un protocole d'accord avec l'Union africaine (UA) pour l'accueil et la protection des réfugiés et demandeurs d'asile qui se trouvent actuellement dans les centres de détention en Libye.

Le protocole d'accord a pour but d'établir un mécanisme de transit d'urgence, (ETM, sigle en anglais) au Rwanda pour les réfugiés et les demandeurs d'asile bloqués en Libye, précise un communiqué conjoint publié à Kigali. Il indique, en vertu du protocole, un premier groupe de 500 personnes ayant besoin de protection internationale, parmi lesquelles des ressortissants de la Corne de l'Afrique, des enfants et des jeunes, seront évacués. Dès leur arrivée, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) va s'atteler à trouver des solutions pour les personnes évacuées, a-t-il indiqué. Cette initiative intervient après l'offre faite par le Rwanda, en 2017, d'accueillir 30.000 migrants africains bloqués en Libye. Selon ce protocole, les vols d'évacuation devraient débuter dans les prochaines semaines et seront effectués en coopération avec les autorités rwandaises et libyennes. L'Union africaine (UA) va offrir une assistance pour les évacuations, mobiliser des ressources et fournir un soutien stratégique politique en matière de formation et de coordination. Alors que certains vont bénéficier d'un recasement dans un pays tiers, les autres seront aidés à retourner dans des pays où l'asile leur a été auparavant accordé, ou retourner dans leurs pays d'origine s'ils n'ont aucune crainte, indique le communiqué. Les derniers rapports indiquent que le HCR a déjà évacué plus de 4.400 personnes de la Libye vers d'autres pays depuis 2017. Actuellement, un autre groupe de 4.700 personnes est détenu dans des conditions exécrables dans les centres de détention en Libye. Le HCR précise que ces personnes concernées ont un besoin urgent de sécurité, de protection et d'assistance humanitaire. Le HCR a, en outre, exhorté la communauté internationale à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre du protocole d'accord.